

COP 28: Un pas vers la bonne direction

Le texte final du sommet climatique de Dubaï mentionne pour la première fois une transition « hors des énergies fossiles ». Certes un pas vers dans la bonne direction, mais qui reste de loin insuffisant pour répondre à l'urgence et gravité de la crise climatique en particulier pour les pays vulnérables.



Les dirigeants du monde entier ont finalement convenu que le monde devait abandonner les combustibles fossiles pour éviter un changement climatique catastrophique, après 30 ans d'intenses et pénibles négociations. Cette concession a été obtenue à l'arrachée devant le tollé qu'avait suscité le précédent draft qui ne reconnaissait pas explicitement la nécessité de s'éloigner des combustibles fossiles. Le *Global Stocktake*, quoique salué par les uns d' 'historique', n'évoque cependant pas de « sortie » du pétrole, du gaz et du charbon, ce que réclame le mouvement climatique mondial depuis des décennies.

Cette petite victoire marque toutefois le début de la fin. Désormais, les dirigeants du monde ont brisé le tabou. Le texte final nomme clairement le mal, quoi qu'il se contente d'appeler d'appeler à « *transitionner hors des énergies fossiles dans les systèmes énergétiques, d'une manière juste, ordonnée et équitable, en accélérant l'action dans cette décennie cruciale, afin d'atteindre la neutralité carbone en 2050 conformément aux préconisations scientifiques* ». L'ère des fossiles approche à grands pas. Une scénario qui n'aurait pas été possible n'eut été la grande mobilisation du mouvement climatique qui s'est battu jusqu'au bout, à la COP, mais aussi dans les semaines qui ont précédé cette conférence.

Doit-on alors se réjouir des résultats de cette cop? Pas

vraiment. En tant qu'African, nous nous attendions à ce que la COP 28 démontre, à tout le moins, son engagement à rectifier le tir et à tracer la voie vers une élimination complète de tous les combustibles fossiles, un avenir durable construit sur les énergies renouvelables, un financement ambitieux et contraignant pour l'adaptation et des engagements clairs en matière de transfert de technologie de la part des pays riches.

Should we then rejoice in the results of this conference? Not really. As an African, we expected COP 28 to demonstrate commitment to course correcting and charting a path to a complete phase out of all fossil fuels, a sustainable future built on renewables, ambitious adaptation finance and clear technology transfer commitments by rich nations.

Même si le compromis de Dubaï mentionne la transition hors des énergies fossiles, il ne fait aucune référence au soutien nécessaire aux pays en développement pour entreprendre cette transition énergétique. Qui va payer la facture de cette transition? Est-il juste et réaliste d'attendre des pays en développement qu'ils supportent le fardeau de cette transition sans accompagnement financier conséquent? Les questions de financement ont été depuis longtemps au cœur des négociations climatiques et ont causé une énorme frustration pour les pays africains qui avaient adopté en septembre dernier la Déclaration de Nairobi, un texte sanctionnant le premier Sommet africain sur le climat. L'Afrique, qui subit de plein fouet les ravages de la crise climatique, réclame l'augmentation de « la capacité de production d'énergies renouvelables de l'Afrique de 56 gigawatts en 2022 à au moins 300 gigawatts d'ici à 2030 », ainsi qu'une réforme en profondeur d'un nouveau mécanisme de financement adapté aux besoins de l'Afrique, y compris la restructuration et l'allégement de la dette. Cet objectif n'a pas été atteint à Dubaï.

Nul n'a besoin de rappeler la contribution insignifiante voire

nulle du continent dans la crise en cours, d'où le texte final laisse un goût amer du point de vue de la justice climatique. Pour des millions d'Africains, la crise climatique affecte tous les aspects de la vie – de l'alimentation au logement, en passant par l'accès à l'eau potable et à une énergie propre. D'où le soutien au triplement des énergies renouvelables avait suscité l'optimisme et dynamisé les communautés qui se sont mobilisés en masse ces dernières semaines pour appeler à un déploiement rapide et à grande échelle des énergies renouvelables en Afrique.

Pour véritablement assurer la justice climatique, les plus grands pollueurs doivent prendre le leadership et faire leur part du sacrifice en vue d'une élimination progressive de tous les combustibles fossiles tout en accélérant les financements destinés au triplement des énergies propres d'ici 2030 et au doublement de l'efficacité énergétique. Ces deux objectifs sont intimement liés et représentent l'unique voie de survie pour les populations du Sud Global. Une fois de plus, l'accord de Dubia n'a pas présenté une voie claire, soutenue par un cadre juridique et un calendrier de mise en œuvre.

L'histoire retiendra que COP 28 aura été un moment de vérité pour l'industrie des combustibles fossiles, après des décennies de mensonges et de manipulations. Il ne fallait pas s'attendre à ce que la fin de l'ère des combustibles fossiles soit prononcée par ses premiers bénéficiaires. Il y avait au moins 2 456 lobbyistes des énergies fossiles à cette COP qui ont tout fait pour influencer l'accord final. Jusqu'à la dernière heure de la COP, l'on aura aussi vu la puissance de mobilisation et de pression de la société civile, du mouvement climatique, des peuples autochtones et des leaders progressistes qui ont démontré leur puissance pour maintenir les intérêts et l'avenir des plus vulnérables et des sans-voix au centre des négociations climatiques. Au cours des deux prochaines années menant à la COP 30, au Brésil, nous resterons sur cette lancée pour exiger encore plus

farouchement la justice climatique. A luta continua!

☐ *Landry Ninteretse, Directeur Régional, 350Africa.org*

350Africa contre-attaque : les négociateurs africains et la controverse des combustibles fossiles à la COP28

Pendant que la COP 28 s'achève avec les tractations de part et d'autre, le Groupe africain de négociateurs a émis une déclaration ferme, soulignant son refus d'accepter tout résultat qui négligerait les priorités de l'Afrique. Parmi ces priorités, le groupe a vigoureusement plaidé en faveur de la mise en place d'un cadre d'adaptation assorti d'objectifs ambitieux et temporellement définis, d'un soutien concret à la mise en œuvre, ainsi que d'un financement concessionnel substantiel en vue d'une transition équitable.



Landry Ninteretse

Soulignant une position délicate, le groupe a également défendu le droit des nations africaines d'explorer l'ensemble de leurs ressources, y compris les combustibles fossiles. Un point de vue qui a fait réagir 350.org à travers son Directeur Régional Afrique. Cette déclaration du groupe des négociateurs risquerait de compromettre les objectifs climatiques et les appels à une élimination équitable des combustibles fossiles lors de la COP 28.

Dans son argumentaire, Landry Ninteretse – Directeur régional, 350Africa.org explique : « Nos dirigeants connaissent très bien le mal que les combustibles fossiles font à nos communautés. Les voix de nos populations qui souffrent de l'aggravation des impacts des combustibles fossiles devraient leur servir de guide dans ce processus et ils doivent agir dans l'intérêt de la population. »

En évoquant l'équité et la différenciation comme les clés de la transition énergétique, il met en garde contre la dépendance à l'égard des combustibles fossiles qui rendrait vulnérable notre avenir et ne procurerait pas de bénéfices concrets pour la vie quotidienne et les moyens de subsistance des communautés. C'est pourquoi, selon lui, plutôt que de lutter pour l'exploration des ressources fossiles polluantes, il faut appeler les pays développés à fournir un financement adéquat et favorable à une transition rapide et équitable pour s'éloigner des énergies fossiles.

Megan Valère SOSSOU

Les OSC du Bénin s'unissent et s'outillent pour la promotion des énergies renouvelables



Il y a plus d'une dizaine d'années qu'il intervient dans le domaine de la protection de l'environnement au sein de la société civile au Bénin. Si Mawusé HOUNTONDJI, Directeur Exécutif de Jeune Volontaire pour l'Environnement Bénin a une

leçon à partager avec ses pairs, c'est qu'il faut s'unir pour mieux impacter. A travers son organisation, JVE Bénin ONG, il a su imprimer cette marque en mettant en place avec quatre autres organisations, le Réseau des OSC pour le Développement des Énergies Renouvelables (RODER) dont il est le point focal au Bénin.

Comme Mawusé, Christian HOUNKANNOU du mouvement 350.Africa.org estime aussi qu'il urge de mettre ensemble toutes les compétences acquises individuellement pour des impacts significatifs. Car seul on va vite mais ensemble on va loin a-t-il renchérit.

Ainsi, face aux divers problèmes liés à l'accès à l'énergie, ces organisations sont appelées à entreprendre des actions concrètes pour promouvoir les énergies renouvelables au Bénin, en particulier à travers des plaidoyers. Cependant, Mawusé HOUNTONDJI souligne qu'il est important de comprendre précisément de quoi il est question avant de mener ces plaidoyers.

C'est pourquoi en organisant l'atelier de renforcement de capacités des organisations de la société civile (OSC) sur les énergies renouvelables à Abomey-Calavi ce vendredi 2 juin 2023, l'ONG Jeune Volontaire pour l'Environnement Bénin en collaboration avec le Réseau des OSC pour le Développement des Énergies Renouvelables (RODER) et l'organisation 350Africa.org ont outillé une vingtaine d'acteurs de la société civile.



« Nous avons voulu bâtir sur l'existant : le RODER afin d'accompagner les initiatives pour véritablement promouvoir les énergies renouvelables et beaucoup plus trouver des solutions aux changements climatiques », a déclaré Christian HOUNKANNOU.

Les participants à l'atelier ont eu l'occasion de prendre connaissance des activités menées par le RODER et le mouvement

350Africa.org dans le domaine des énergies renouvelables au Bénin. À noter qu'une feuille de route a été proposée à la suite des échanges, et elle sera soumise à l'appréciation des parties prenantes concernant l'évolution des énergies renouvelables au Bénin.

Selon Mawusé HOUNTONDJI, cette feuille de route, qui énonce un certain nombre d'actions à mettre en œuvre, permettra aux OSC d'être mieux informées et d'aider les pouvoirs publics. Hubert AGOSSOU, Directeur des Énergies Renouvelables de la Maîtrise et de l'efficacité Énergétique, qui représentait les autorités publiques lors de cet atelier, a rappelé que la volonté politique d'utiliser massivement les énergies renouvelables au Bénin a été marquée par l'adoption de la politique de développement de l'électrification hors réseau. Il reste convaincu que la valorisation des énergies renouvelables contribuera à accélérer l'accès aux services énergétiques modernes pour la population.

Les acteurs de la société civile ayant participé à cette rencontre, désormais mieux préparés, ont réaffirmé leur volonté et leur engagement à œuvrer en faveur du développement des énergies renouvelables. Une preuve que l'union fait la force.

Megan Valère SOSSOU